

LA NAISSANCE DE L'ACCUMULATION À L'OMBRE DES CÉSARS (1)...

Nous n'avons rapporté que les faits concernant les «*hommes les plus illustres*» de Rome. Mais on comprendra que derrière ces personnages, il y en avait une foule d'autres, moins élevés dans la hiérarchie de l'État ou des légions, qui s'enrichirent selon leur importance. Et ce sont précisément ces gens, qui ont spéculé avec l'argent et les richesses qu'ils s'étaient ainsi procurés, qui sont à l'origine du capitalisme romain. Après eux sont venus les fournisseurs aux armées, les prêteurs à intérêt qui ont apporté aux conquérants les fonds nécessaires à la réalisation des campagnes militaires qu'ils avaient décidé d'entreprendre. La première industrie de Rome, la première source d'«*accumulation primitive*» a été la guerre et la conquête, tantôt en accord ouvert avec l'État, tantôt en accord tacite. Guglielmo Ferrero nous montre les luttes entreprises par Rome qui, au V^{ème} siècle av. J.-C., n'est encore qu'une des républiques italiennes, mais une république dont on peut dire symboliquement qu'elle a tété du lait de louve, car elle en a l'appétit féroce. C'est d'abord une série de guerres contre les Eques et les Volsques; le territoire initial est agrandi, des colonies latines sont fondées, des populations assimilées; puis, les Samnites, les Étrusques, les Sabins, les Gaulois de la côte adriatique, les milices grecques de Pyrrhus et d'autres parties du Sud et du Nord. Rome acquiert dans ces guerres la haute souveraineté sur l'Italie (2). Ces faits ont des conséquences incalculables.

Les répercussions économiques suivirent. Guglielmo Ferrero le constate après avoir mentionné la guerre soutenue par Rome pendant dix-sept ans en Italie d'abord, puis en Espagne, en Grèce, en Sicile, en Afrique: «*Rome dépensa toutes les réserves publiques et privées, les énormes butins des sacs de Syracuse et de Carthage, multiplia les fournitures militaires et, par là, les occasions d'affaires magnifiques; suspendit l'observance de beaucoup de traditions politiques et de quelques lois comme celle de la durée et de l'ordre des magistratures. L'antique prudence fit place à un nouvel esprit d'audace juvénile dont Publius Scipion fut le champion. Il n'eût pas été possible, sans cela, de triompher dans cette grande guerre qui aboutit à de splendides résultats: la domination de l'Espagne, de la Sicile tout entière; la confiscation du riche territoire de la Campanie et du Leontium, l'affaiblissement définitif des populations non encore latinisées de l'Italie, 120.000 livres d'argent que Scipion rapporta d'Afrique et la rente de 200 talents d'argent que Carthage paierait pendant cinquante ans*».

Puis, continuant d'analyser ce que la guerre internationale rapportait et les bouleversements qu'elle causait dans l'ordre économique et social, montrant jusqu'où la pieuvre romaine étendait ses tentacules, Ferrero, qui fut avec Mommsen le meilleur historien moderne de Rome et du chapitre romain de l'histoire humaine, nous montre les cités grecques d'Asie déclarées «*libres*» mais soumises, Philippe de Macédoine condamné à payer un tribut annuel de cinquante talents pendant dix ans. De l'or, de l'argent, des esclaves, des terres, tel fut encore le profit des guerres livrées dans la plaine du Pô, en Ligurie, c'est-à-dire dans des régions non encore annexées, mais qui le seront - et en Espagne. «*Un butin énorme de métaux précieux et un tribut annuel de 1.000 talents imposé au roi de Syrie pour dix ans constituèrent le bénéfice de la guerre contre Antiochus (183-189) qu'avait amenée la guerre de Macédoine. A la guerre de Syrie s'ajouta celle contre les Galates; mais, cette fois encore, en laissant les Galates chez eux, et les territoires enlevés à Antochius furent partagés entre Rome et Pergame*» (3).

(1) Titre de l'extrait choisi par *Anti.mythes*.

(2) Guglielmo Ferrero, Grandeur et décadence de Rome.

(3) Ibid.

Nous voyons alors se fonder des colonies qui donneront naissance à des villes célèbres: Bologne, Parme, Modène, Aquilée; des routes célèbres sont construites, des terres drainées, des travaux publics entrepris; les affaires se multiplièrent, les entrepreneurs surgirent *«jusqu'à former une classe de capitalistes moyens qui vivaient à l'aise sur les fournitures publiques et dont les plus audacieux et les plus heureux firent de grandes fortunes. D'autres se disputaient la perception, qui s'affermait (4), de la dîme de tous les produits - grains, huile, vins - en Sicile ou en Sardaigne, ou celle des dîmes et des droits de pâturages sur les terres publiques»*.

Et c'est bientôt la spéculation générale sur les terres dont l'État, faisant des affaires pour son compte, s'est emparé; l'agrandissement par ces moyens des petites propriétés, l'apparition des latifundia particulièrement dans le sud de l'Italie et en Sicile, la constitution de familles sénatoriales maîtresses de l'État et d'un capitalisme foncier qui modifiera en partie le régime de la propriété. La politique officielle donne lieu à l'intensification du commerce des marchandises asiatiques, au développement de la marine marchande, au renforcement formidable du trafic international. De l'extrême Gaule, de la Germanie, des montagnes du Caucase, de longs convois d'esclaves enchaînés descendaient continuellement vers la Méditerranée, vers la mer Noire, dirigés sur Marseille, sur Aquilée, sur Penticapée, sur Docu-riade, où les marchands indigènes et italiens les attendaient (5).

Voilà comment est né le capitalisme à Rome - et il y aurait beaucoup plus à dire.

Nous retrouvons les mêmes analyses et les mêmes conclusions chez d'autres auteurs. Nous voyons les luttes politiques donner naissance aux activités de production, de commerce, d'entreprises publiques, de fournitures d'armements, de combinaisons financières d'où naîtra le capitalisme. Pirenne cite des exemples:

«En 179, le port de Rome fut aménagé sur le modèle de celui d'Alexandrie. En 178, les mines d'argent d'Espagne furent mises en adjudication et une véritable émigration se rua sur cet Eldorado antique. En 172, le système des adjudications fut étendu à la mise en valeur des domaines de l'État. Rome, adoptant une politique économique entièrement libérale qui rompait même avec les principes du monopole d'État sur les mines qu'avaient appliqués les monarchies orientales, laissait le capitalisme s'emparer sans aucun contrôle de l'exploitation de toutes les richesses dont disposait la République. Son empire sur la vie publique devait rapidement devenir tout-puissant». Pirenne résumait (6): *«Le capitalisme vivait de la guerre pour les esclaves, le butin, les fournitures qu'elle rapportait. Il devait jeter Rome à la curée du monde civilisé. Aussitôt après la signature de la paix d'Apamée, le parti des hommes d'argent faisait exposer au Sénat le plan d'une politique impérialiste basée sur la guerre de conquête et d'exploitation. La guerre allait devenir pour Rome, sous la tutelle toute-puissante de quelques centaines de familles, une entreprise financière»* (7).

Cela est vrai dans les grandes lignes. Mais le tort de certaines analyses est soit d'obéir à l'influence d'idées dominantes à l'époque où leurs auteurs écrivent, soit de ne pas tenir compte de l'enchaînement des faits. Le capitalisme du II^{ème} siècle était bien ce qu'on a vu: il avait été fondé par l'impérialisme politique des siècles précédents, il en était la continuation.

Mais l'analyse détaillée et précise corrige souvent chez Pirenne les affirmations théoriques de caractère général. Ainsi, lorsqu'il décrit la situation de Rome après que se fut constitué le triumvirat Crassus-César-Pompée, qui devint maître du pays et se partagea l'Empire comme on se partage le cadavre d'une bête abattue, César prenant le gouvernement de la Gaule, Pompée celui de l'Espagne, Crassus celui de la Syrie, nous voyons les étapes qui conduisent à ce partage, après la terrible crise politique intérieure qu'avait subie l'Italie:

«Malgré l'exploitation des pays réduits, la République manquait d'argent. Pour en trouver et pour se procurer à eux-mêmes les ressources considérables qu'exigeait leur politique, les triumvirs tournèrent

(4) La perception des impôts, nous la retrouverons dans d'autres pays, dont la France, avant 1789.

(5) Guglielmo Ferrero, *Grandeur et décadence de Rome*.

(6) *Les Grands Courants de l'histoire universelle*.

(7) C'est-à-dire pour la piraterie, non pour et par la production.

les yeux vers l'Égypte. Crassus et César voulaient l'annexer sans délai. Mais, sur ces entrefaites, en 59, Ptolémée XIII arriva à Rome pour solliciter son aide dans les conflits dynastiques qui l'opposaient à d'autres membres de la famille royale. Pour acheter les sénateurs influents et notamment César (qui lui coûta 6.000 talents) (8), il dut souscrire d'énormes emprunts à des conditions draconiennes auprès d'un syndicat de banquiers, et s'assurer le concours du gouverneur romain de Syrie - qui exigea 10.000 talents! - tandis qu'il laissait enlever Chypre (la dernière base navale de l'Égypte en dehors du continent africain) dont les comices votaient simplement l'annexion (9) sur la proposition de Caton qui y faisait main basse sur 7 000 talents.

«Grâce à ces fabuleux pots-de-vin, César, abandonnant son projet d'annexion de l'Égypte, arracha au Sénat une loi qui faisait de Ptolémée «l'ami et l'allié du peuple romain». Rome maintint Ptolémée XIII sur son trône malgré la violente opposition du peuple d'Alexandrie, mais elle lui imposa comme ministre des Finances le banquier romain Rabirius Porstumus, désigné par le syndicat de ses créanciers; en outre, une garnison romaine fut envoyée à Alexandrie pour veiller aux intérêts usuraires de la dette», dit Pirenne.

Plusieurs observations découlent de ce texte et des faits qu'il rapporte. La première est que nous voyons une fois de plus les grands personnages de l'État et l'État agissant pour leur propre compte, non sur l'ordre et l'initiative des détenteurs de la propriété. Cela aura une répercussion de la plus haute importance pour l'Italie; des sommes colossales seront en jeu, et ce que les trois compères empocheront, sans avoir apporté quoi que ce soit, sera sans doute plus important que ce qu'empocheront les financiers, associés ou non. Au moins, ceux-ci auront contribué [à] empêcher le naufrage de l'Égypte, mais pas le trio des grands hommes et bandits de l'État. Et enfin, ce trio fait entrer la banque et les banquiers en lice. Il pourra par la suite, d'accord avec le ministre des Finances, au nom de Rome - et Rome, ici, c'est César, Crassus et Pompée (10) -, il pourra déterminer l'avenir immédiat, et l'action économique-financière qui suivra sera la conséquence de la politique de l'État et des hommes d'État.

J. Toutain ne tombe pas dans la tendance économiste si souvent prédominante - et du reste démentie par lui - de Pirenne. Dans son chapitre sur *«La richesse mobilière, le capital»* (10), il affirme catégoriquement:

«La richesse mobilière, qui prit à Rome une telle importance, avait d'autres sources que le commerce proprement dit... L'organisation foncière de l'État, l'organisation des provinces jouèrent un rôle important dans sa formation et son développement, sans parler du butin souvent formidable que s'attribuaient les généraux vainqueurs, et qui permit à plusieurs d'entre eux d'édifier de grandes fortunes.

Jusqu'à la fin de la République, le système de l'adjudication ou du fermage fut prépondérant dans l'administration des finances romaines».

Et le même auteur énumère ce qu'en partie nous avons déjà vu: commerce des esclaves, enchères des œuvres publiques, fournitures militaires, transports par terre et mer - surtout pour l'armée -, domaines de l'État à exploiter, recettes pour le fisc confiées à des fermiers; tout cela eut *«une répercussion très grave»* sur l'économie romaine.

Et de nouveau nous voyons, pour faire face aux multiples entreprises et aux multiples dépenses officielles, se constituer par actions des sociétés financières ou de publicains. Le capitalisme naît de la situation créée par l'État. Et il jouit de la protection de ce dernier, qui a maintenant besoin de lui pour ses propres affaires:

«La Sicile et l'Asie furent scandaleusement pressurées au profit des publicains, dont l'influence à Rome était si forte qu'il était impossible aux provinciaux de se faire rendre justice, même dans les cas les plus flagrants de spoliations organisées et méthodiques.

La corruption des fonctionnaires publics allait de pair avec celle du capitalisme privé. Les grandes fortunes se concentrèrent à Rome où les plus fameuses atteignaient plusieurs dizaines de millions de

(8) Rappelons-nous que le talent pesait 26 kilos d'or; 6.000 talents c'étaient 136.000 kilos. On appréciera les fortunes colossales - voir les chiffres qui suivent - amassées par tous ces hommes et la hiérarchie de l'État.

(9) Et l'armée de créatures, leur clientèle qui sera maîtresse de l'économie.

(10) Voir *l'Économie antique*, de J. Toutain.

francs-or (11). La banque prit une place prépondérante. D'autre part, l'État multiplia les spéculations monétaires et la valeur des monnaies, en trichant sur le poids, faussant le rapport des changes, provoquant la généralisation du prêt à intérêt avec les villes et les États d'Orient. Quand Pompée y arrive, elles doivent plus de 200 millions de francs-or aux maîtres voraces qui imposent leur loi».

Et après avoir énuméré de nombreux autres aspects des agissements du capitalisme engendré par l'État, J. Toutain conclut:

«L'économie romaine, à la fin de la République, se trouve dominée par les progrès et l'influence de la richesse mobilière, du capital. Cette évolution fut moins provoquée par un développement considérable de l'industrie et du commerce proprement dits que par les succès de la politique extérieure de l'État et par les conséquences des victoires de Rome. Les origines du capitalisme romain doivent être cherchées dans les dépouilles immenses des peuples vaincus, butin fait au cours des campagnes militaires, tributs prélevés au nom de la cité victorieuse, exactions sans frein ni scrupules des publicains et des agents d'affaires, bénéfices des opérations financières pratiquées par les banquiers, etc... Des publicistes et des théoriciens modernes attribuent au régime capitaliste la responsabilité des guerres qui bouleversent le monde sous nos yeux. Pendant les siècles qui ont immédiatement précédé l'ère chrétienne, c'est de la guerre qu'est né à Rome le régime capitaliste, parce que les victoires répétées des légions ont eu pour résultats lointains, directs et indirects, d'accumuler soit dans les caisses de l'État, soit aux mains de certains individus, d'immenses richesses. Sous une autre forme et dans un autre sens, la création de l'Empire romain n'a pas eu moins d'action sur l'économie antique, n'a pas contribué moins puissamment à ses progrès et à son évolution que la conquête de l'Orient par Alexandre» (12).

Il va de soi que l'existence et le développement de ces forces financières, bancaires et capitalistes avaient pour conséquence l'existence d'un prolétariat dont le sort n'était guère enviable, et l'on peut, ici, parler de lutte de classes authentique, mais surtout de classe prolétarienne et de classe d'État. Toutefois, celle-ci n'atteignait pas le degré de conscience nécessaire pour s'élever à la hauteur d'une pensée ni même d'un instinct égalitaire. Et encore les choses n'étaient-elles pas aussi nettes, aussi tranchées que pourrait le faire croire l'emploi de certains vocables ou de certaines formules modernes. Le peuple de Rome était maintenu par les importations de blé, des produits de la terre que, selon les époques, l'État fournissait gratuitement en les raflant dans les pays conquis; il bénéficiait aussi des rapines commises par les légions qui pillaient partout. Il obtenait des empereurs des concessions qui compensaient sa misère, quand misère il y avait; il disposait, jusqu'à cent soixante-dix jours rétribués par an, de jeux du cirque qui lui permettaient d'assister aux combats de gladiateurs, dont il raffolait. Sans doute, à l'époque de la décadence, la misère fut-elle pire chez les petits propriétaires paysans accablés d'impôts, concurrencés par le prix des denrées obtenues par la main-d'œuvre servile que composait la foule des esclaves étrangers et prisonniers de guerre importés par l'État. Il y a bien des façons, positives ou négatives, favorables ou défavorables, d'intervenir dans la vie économique des peuples.

Ces aspects négatifs semblent échapper du reste à ceux qui, comme Engels, s'en tiennent aux enchaînements de syllogismes basés sur des théories ou des raisonnements qui leur semblent indiscutables, et qui, pour cela, n'étudient pas la réalité de l'histoire. Ils considèrent avec Hegel que «*tout ce qui existe est nécessaire*», et appliquant leur doctrine, fruit de cogitations abstraites, justifient dangereusement tous les reculs qui peuvent ou pourraient se produire ou ont pu se produire dans la vie de l'humanité.

Gaston LEVAL.

(11) Celle de Crassus fut évaluée par l'historien américain Tenney Franck à 7 millions de dollars ou 35 millions de francs-or.

(12) *L'Économie antique*. Disons à ce sujet que le trésor de l'Acropole, qui dominait les finances en Grèce, s'élevait à 9.000 talents, et que la valeur du talent est calculée rétrospectivement à 5.400 francs-or. D'autre part, conséquence de sa victoire sur les Perses, Alexandre, rapportent les historiens de l'époque, trouva à Suse 50.000 talents, à Persépolis 50.000 talents, enfin à Ebactane il déposa le produit de ses appropriations, 180.000 talents, valant non loin d'un milliard de francs-or, ce qui était colossal pour l'époque, et permit de bouleverser l'économie grecque et celle de l'Égypte dont les généraux du conquérant s'étaient emparés après sa mort.